

ANNEXE 3 – PENALITES

I. Motifs de pénalités applicables en vertu de l'article 14 du CCAG-FCS

Les pénalités sanctionnent la **mauvaise exécution** (exécution partielle, inexécution totale) des prestations objets du marché.

Conformément à l'article 15 de l'Acte d'Engagement elles s'appliquent de plein droit sans délai de mise en demeure.

Le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de **quinze jours** pour indiquer les causes du manquement, la contestation éventuelle et les actions mises en œuvre pour éviter la réitération.

Les pénalités sont **cumulables entre elles** et sont **déductibles** des règlements à effectuer au TITULAIRE dans la limite de quinze (15) % du montant forfaitaire annuel.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont calculées de la façon suivante :

N°	Objet de la pénalité	Assiette / Déclenchement	Montant
1	Retard dans la remise des livrables	Par jour calendaire de retard (Rapport d'étude + Dossier de conception).	50 € / jour
2	Retard dans la fourniture des prototypes <i>Le refus d'un prototype pour non-conformité ne suspend pas le délai d'exécution global</i>	Par jour calendaire de retard après la date fixée en réunion de lancement.	75 € / jour
3	Non-respect de l'échéance "Zones Prioritaires"	Retard sur la pose complète (escaliers, circulations, salles d'audience)	100 € / jour
4	Retard de livraison/pose (Autres zones)	Par jour calendaire de retard sur l'achèvement complet du marché.	150 € / jour
5	Manquement aux règles de sécurité/accès	Absence de badge, accès en zone non autorisée, non-respect du plan de prévention.	200 € / incident
6	Défaut de nettoyage et repli de chantier	Chantier laissé encombré ou sale (déchets de perçage, emballages, etc.).	100 € / constat
7	Retard d'intervention SAV	Par jour calendaire de retard par rapport aux délais du CCAP.	50 € / jour

** en cas de divulgation des plans (Annexe A), l'administration se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires.

I. Exclusion

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure, c'est-à-dire en cas de survenance d'un évènement indépendant de la volonté des parties, imprévisible dans sa survenance et irrésistible dans ses effets : catastrophe naturelle, attentat, interruption dans la fourniture d'électricité et des fluides du fait des compagnies distributrices.

Les grèves et les mouvements de transports ne sont pas considérés comme des évènements de force majeure.

Le titulaire est tenu d'informer l'Administration de la survenance de l'évènement de force majeur ayant un impact sur son activité dans un délai de 24 heures.